



Bonjour Staff, voici votre e-revue juridique hebdomadaire IP World. Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Studio / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted.... Bonne lecture. La Rédaction

Audiovisuel | Cinéma

Production audiovisuelle : la preuve du détournement de clientèle

Le départ de clients importants d'une société de production, en raison d'un démarchage par d'anciens collaborateurs, ne constitue pas nécessairement un détournement de clientèle.

Lire



Distribution des chaînes BFM TV et RMC : l'opérateur Free condamné



Les éditeurs de chaînes autorisés à exploiter un service par voie hertzienne terrestre et ne faisant pas appel à une rémunération de la part des usagers, peuvent toujours subordonner la fourniture de leur service à une rémunération de la part des distributeurs.

En reproduisant, diffusant et en mettant à disposition les programmes de BFM TV, RMC Découverte sans autorisation depuis le 20 mars 2019 et en 'encapsulant' le signal TNT des Chaînes vers ses réseaux ADSL et Fibre à compter du 5 avril 2019, la société Free a porté atteinte aux droits voisins d'entreprises de communication audiovisuelle dont elles sont titulaires, ces atteintes portées à des droits de propriété intellectuelle constituant bien, ainsi que l'a considéré le juge des référés, un trouble manifestement illicite au sens de l'article 809 du code de procédure civile.

La contrefaçon des marques des chaînes BFM TV et RMC a également été retenue.

Lire

Publicité locale : Skyrock mise en demeure

Une publicité locale ne peut être diffusée, dans une zone où un éditeur ne diffuse pas au moins 3 heures de programme d'intérêt local entre 6 heures et 22 heures.



Lire

CDD de reporter d'images requalifiés



Y compris pour les relations de travail très anciennes, l'employeur (France Télévisions) d'un salarié en CDD d'usage doit pouvoir présenter les contrats signés et l'existence d'un écrit conforme aux dispositions légales, la charge de la preuve incombant à l'employeur. En l'occurrence, les courriers d'engagement d'un salarié reporter d'images n'ont pas suffi à pallier à l'obligation de l'employeur.

Lire

Presse | Edition

Résiliation judiciaire du contrat de pigiste

Toute transaction sur le volume des pages dont bénéficie le salarié doit être respectée sous peine de résiliation judiciaire du contrat de pigiste aux torts de l'éditeur.

Lire



Librairies francophones à l'étranger : nouvelle aide financière



Une nouvelle subvention exceptionnelle de relance des librairies francophones à l'étranger a été déployée par le Conseil national du livre (CNL). Elle a pour objet d'accompagner les librairies francophones à l'étranger pendant la reprise progressive de leur activité postérieurement à l'état d'urgence sanitaire et de pérenniser

Lire

Maison d'édition : demandez votre nouvelle aide exceptionnelle

Le second volet des aides du Centre National du Livre (CNL) aux maisons d'édition a été lancé. Les demandes d'aides peuvent être formulées par les éditeurs réalisant un chiffre d'affaires global compris entre 500 000 € et 10 millions d'euros. Date limite de dépôt de vos demandes : le 29 octobre 2020 pour le comité de sélection du 13 novembre 2020.



Lire

Obligation de fournir du travail au pigiste



Si l'employeur d'un journaliste pigiste n'est pas tenu de lui fournir un volume de travail constant, il doit cependant lui fournir régulièrement du travail sauf à engager la procédure de licenciement.

Lire

Propriété intellectuelle

Clause de licence gratuite de marque

La concession gratuite d'une marque peut s'avérer utile dans de nombreuses hypothèses et notamment lors de la conclusion d'un pacte d'actionnaires avec les dirigeants, déposants de marques et/ou investis de droits de propriété intellectuelle

Lire



Paiement d'une marque : origine des fonds indifférente à la propriété



Dès lors que l'enregistrement d'une marque a été publié au BOPI, sans opposition par la suite, le seul propriétaire en est le déposant. L'origine des fonds ayant permis de payer les frais d'enregistrement est sans effet sur la propriété de la marque

Lire

La marque déposée par le dirigeant lui appartient à titre personnel

Comme tout autre déposant de marque, un dirigeant qui concède un droit d'usage de sa marque à sa société, peut retirer ce droit. Toute poursuite d'exploitation de la marque concédée, sans son autorisation, constitue une contrefaçon.



Lire

Retrait d'ouvrages illicites des plateformes en ligne



Retrait d'ouvrages illicites des plateformes en ligne : Une société d'édition condamnée à retirer un ouvrage des circuits commerciaux en raison de son caractère illicite n'a pas à organiser le retour de tous les exemplaires du livre remis aux journalistes en pré lecture et à justifier de ce retour

Lire

Publicité | Marketing

Propriétaire de panneau publicitaire : comment prouver sa qualité

Thématique : Affichage publicitaire,
Publicité | Marketing

En matière de propriété des panneaux publicitaires, les principes fondamentaux du Code civil jouent à plein. La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous (552 du code civil) et toutes constructions, plantations et ouvrage sur un terrain sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir sauf preuve contraire (553 du code civil). Cette présomption ne peut être renversée que par la preuve contraire résultant d'un titre ou de la prescription.



Lire

Pré-enseignes illégales : la responsabilité solidaire de l'annonceur



Thématique : Enseignes | Préenseignes, Publicité | Marketing

Vous êtes annonceur ? En votre qualité vous devez veiller à la légalité des emplacements choisis en matière de Pré-enseignes. Lorsque l'annonceur profite d'une publicité illégale, sa propre défaillance contribue à la réalisation du dommage. L'annonceur peut donc être condamné solidairement avec l'afficheur.

Lire

Étiquetage des denrées alimentaires

Thématique : Étiquetage, Publicité | Marketing

Le durcissement réglementaire sur l'étiquetage des produits laitiers est confirmé par la CJUE. La société Groupe Lactalis a formé, sans succès, un recours tendant à l'annulation du Décret n° 2016-1137, du 19 août 2016 imposant, notamment l'étiquetage de l'origine française, européenne ou non européenne du lait ainsi que du lait utilisé en tant qu'ingrédient dans les denrées alimentaires préemballées



Lire

Numérique | E-commerce

Enfants « Youtubeurs » : ce qui changera en 2021

Le nouveau cadre juridique de l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne, fixé par la Loi n° 2020-1266 du 19 octobre 2020, entrera en vigueur le 20 avril 2021.

Lire



Blog wordpress dénigrant : que faire ?



En présence d'un dénigrement ou d'une diffamation, la mise en demeure de l'hébergeur (notification de contenu illicite) s'impose avant toute procédure, la réaction tardive de ce dernier voir l'absence de réaction, emporte sa condamnation.

Lire

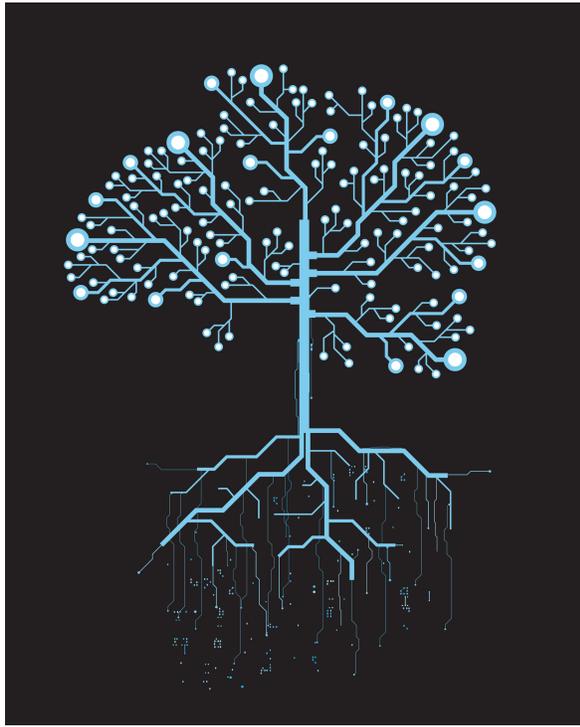
Contrefaçon : l'huissier peut se rendre au domicile privé

Sur ordonnance sur requête, un huissier peut se rendre au domicile (d'un dirigeant) pour prendre copie de fichiers informatiques et courriers électroniques.

Lire



Algorithmes dans le renseignement : l'expérimentation prolongée



Le dispositif expérimental « algorithme défense », prévu par la loi n° 2015–912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement, a été prolongé jusqu'au 31 juillet 2021.

Lire

Image | Photographie

Le droit à l'image cède face à l'actualité

L'exception d'actualité permet de paralyser l'atteinte au droit à l'image dont dispose toute personne.

Lire



Données personnelles | RGDP

Health Data Hub : le " principe de précaution " exclu

En matière de risque de transferts de données personnelles vers un pays n'assurant plus une protection adéquate (États-Unis), le Conseil d'État n'a pas appliqué de principe de précaution. En l'état de l'instruction, il n'apparaît pas que des données à caractère personnel du système de santé français puissent à ce jour faire l'objet de transferts en dehors de l'Union européenne en application du contrat conclu entre la Plateforme des données de santé Health Data Hub et Microsoft.



En revanche, sensible aux observations de la CNIL, le Conseil d'Etat a fait injonction à la Plateforme des données de santé de conclure, dans un délai de quinze jours, un nouvel avenant aux documents contractuels l'unissant à la société Microsoft Ireland Operations Limited pour préciser que la loi applicable dont il est fait mention dans l'avenant du 3 septembre 2020 est celle du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel la société est soumise et que les modifications que cet avenant apporte à l'addendum sur la protection des données pour les services en ligne Microsoft s'appliquent à l'ensemble des services fournis par Microsoft susceptibles d'être utilisés pour le traitement de données à caractère personnel du système de santé.

Lire

Compteurs Linky : incompétence des Communes



Les communes n'étant pas propriétaires des compteurs électriques installés sur leur territoire, un maire n'est dès lors pas compétent pour fixer des conditions au déploiement des compteurs « Linky » sur le territoire communal.

Lire

RGDP : une députée « rappelée à l'ordre » par la CNIL

Utiliser un fichier de données personnelles en dehors de la finalité pour laquelle il a été mis en place et/ou par une personne non destinataire légitime du fichier expose à une sanction CNIL.

Lire



Collecte des données de connexion : la segmentation obligatoire



La CJUE vient de confirmer que le droit de l'Union s'oppose à une réglementation nationale imposant à un fournisseur de services de communications électroniques, à des fins de lutte contre les infractions en général ou de sauvegarde de la sécurité nationale, la transmission ou la conservation généralisée et indifférenciée de données relatives au trafic et à la localisation. Toutefois, la CJUE a reconnu plusieurs exceptions majeures à ce principe.

Lire

Spectacles vivants

Reprise de l'ancienneté des artistes-interprètes : le risque d'inégalité

Lorsque vous négociez un accord d'entreprise pour mettre en place des règles de reprise d'ancienneté pour les artistes (musiciens) nouvellement embauchés, attention à la clause de reprise d'ancienneté. Cette dernière en créant deux régimes peut constituer une discrimination / inégalité sanctionnable par les juridictions.



Lire

Organisateur de spectacles vivants : attention à votre résidence fiscale



Créer une limited de production de spectacles au Royaume-Uni, tout en conservant sa résidence en France (en tant qu'associé), ne dispense pas de déclarer ses revenus en France.

Lire

Location de Théâtre : comment contester une hausse majeure des loyers ?

Si lors du déplaçonnement du bail, votre bailleur vous impose une hausse majeure de loyer, vérifiez la valeur locative de votre théâtre. A ce titre, le rapport d'expertise est déterminant, de surcroît, dans le domaine de la location de théâtres où la méthode de calcul de cette valeur locative s'appuie sur des usages et critères propres aux spectacles vivants (méthode dite au fauteuil ou de la jauge théorique majorée).



Lire

CDD de régisseur : 48h pour remettre le contrat



Y compris dans le spectacle vivant, la signature tardive d'un CDD d'usage fait peser le risque de requalification en CDI sur l'employeur.

Lire

Contrats à Télécharger

Contrat de Comédien de Théâtre privé

Contrat de Comédien de Théâtre privé (artiste-interprète) à Télécharger (CDD d'usage). Ce contrat est réservé à l'Employeur exploitant d'un lieu, producteur ou diffuseur de spectacles dramatiques, lyriques, chorégraphiques et de musique classique, en ce compris les spectacles : – de théâtre ; – d'opéra ; – de danse ; – de marionnettes ; – les concerts de musique classique (musique classique, ...

Lire

Contrat de vente de Format d'émission TV | Emission de jeu

Contrat de Vente de Format de Jeu Télévisé conclu entre un Cédant (Acquéreur du Format ou Auteur adhérent ou non à une société de gestion collective) et un Cessionnaire. Ce contrat emporte, pour une rémunération forfaitaire et une rémunération proportionnelle, cession des droits d'exploitation sur le Format de jeu. Le Format cédé inclut le concept du jeu télévisé, son titre ...

Lire

QR Juridiques

Code de bonne conduite et données personnelles : comment devenir organisme certificateur ?

Lire la réponse

Pourquoi adopter un référentiel en matière de gestion du personnel ?

Lire la réponse

Un comédien peut-il facturer en travailleur indépendant ?

Lire la réponse

Le démantèlement des GAFAM est-il envisageable ?

Lire la réponse

Digital Service Act : de quoi parle-t-on ?

Lire la réponse

[Désinscription](#) | [Gérer mon abonnement](#)

Une question ? Un juriste vous répond

08 90 32 63 01 Service 0,80€ /min
+ prix appel

Questions / Réponses juridiques de la semaine